

## Compte-rendu de l'atelier du 19 décembre 2012 sur le financement dans les IAA et la filière bois

**Pilote IAA :** Jacky COLLET – Les Jardins de l'Orbrie

**Pilote BOIS :** Jean Paul DESTAMPE – DESTAMPES EMBALLAGE

**Secrétaires :** Dominique COUTEAU (Conseil Régional) -.François LEFEVRE (DRAAF)

**44 présents :**

- 12 entreprises IAA
- 7 entreprises Bois
- 7 administrations
- 5 réseaux
- 13 institutionnels

### **Thématique de l'atelier :**

Susciter l'émergence de projets et faciliter l'accès au financement des entreprises pour accompagner leur développement, leur restructuration ou leur transmission, à travers les dispositifs privés comme publics (par exemple OSeO, le Fonds stratégique d'investissement ou la future banque publique d'investissement).

### **Questions abordées :**

- autofinancement des entreprises
- financement bancaire
- financement en capital
- aides publiques aux investissements
- spécificités IAA et Bois
- stratégies d'entreprises

### **Témoignage de M. Jacky COLLET :**

M Collet a créé une entreprise de fabrication de jus de pomme et raisin. Après des débuts difficiles et un chiffre d'affaires en 2003 de 250 k€, l'entreprise a souhaité mettre en place une stratégie et développe une « novation » en lançant une gamme de produits gazeux. («novation» et non réelle innovation pour ne pas être trop en avance sur son marché).

La mise en œuvre du projet nécessite alors un investissement et un emprunt de 500 k€, soit deux fois le CA. Le projet a dû être particulièrement bien préparé mais l'entreprise a réussi à obtenir un prêt classique avec une garantie oseo.

Fin 2012, la stratégie porte ses fruits avec un chiffre d'affaires qui atteint 2 600 k€. Pour poursuivre son développement, l'entreprise a désormais besoin de 3 000 k€. Des échanges eu lieu avec un fonds de capital risque dans l'objectif de renforcer le haut de bilan. Au final, M Collet a trouvé des investisseurs privés. Compte tenu de son développement, le projet est malgré tout plus aisé à porter qu'en 2003.

Synyèse M Collet : les financements sont parfaitement accessibles si le projet est bon. Il faut ainsi accompagner les entreprises dans la définition d'un projet stratégique, clé de la réussite, qui permettra de générer la rentabilité nécessaire pour obtenir des financements. Nb on peut ainsi connaître des problèmes de trésorerie mais pas de rentabilité.

Constats et analyse des constats	Pistes d'actions proposées
<b>CONSTATS GENERAUX</b>	
<p><b><u>Constat 1 : Un tiers des entreprises de la filière IAA de la Vienne connaît des difficultés.</u></b> La question d'un accompagnement public est posée par les entreprises compte tenu de l'impact potentiel sur l'économie régionale, même si cet état de fait en Vienne ne semble pas pouvoir être généralisé pour autant à l'ensemble de la Région pour les secteurs IAA et pour celui du Bois. Cet accompagnement de ces entreprises est très limité par nature car il suppose l'introduction d'un risque important de soutien abusif et de distorsion de concurrence.</p> <p>Les interventions restent envisageables à la marge dans certains cas et dans le cadre très réglementé par la législation européenne des aides.</p> <p>Il est rappelé que la médiation du crédit est un outil adapté qui fonctionne même s'il est moins sollicité par les entreprises.</p>	<p>C'est le plus en amont possible que les entreprises et leurs partenaires doivent réagir en mobilisant notamment les dispositifs de soutien au développement existants.</p>
<p><b><u>Constat 2 : les sociétés ont besoin d'une stratégie d'entreprise</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– La mise en place d'une stratégie réelle dans l'entreprise doit permettre de développer une activité qui amène une rentabilité suffisante et durable</li> <li>– Il est ainsi constaté que l'existence d'une stratégie dans l'entreprise était déterminante dans l'obtention des financements or les entreprises manquent souvent de stratégie (où veut-on aller ?)</li> <li>– les financeurs recherchent de la sécurité, de la confiance et des perspectives. L'élaboration d'une stratégie d'entreprise doit permettre d'anticiper les évolutions conjoncturelles et structurelles en se plaçant en situation de développement ou de réactivité.</li> <li>– Les entreprises doivent investir dans la matière grise</li> <li>– Une démarche de stratégie d'entreprise doit s'appuyer sur une analyse et un diagnostic des besoins afin d'identifier les éléments de développement et les moyens disponibles.</li> <li>– la vision prospective d'une stratégie nécessite d'être réajustée régulièrement</li> <li>– Les entreprises ont besoin d'être accompagnées spécifiquement pour la mise en place au départ d'une stratégie.</li> <li>– Les partenaires de l'entreprise (financeurs) ont un rôle à jouer dans le suivi de la stratégie mise en place.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- sensibiliser sur l'importance de la démarche stratégique</li> <li>- organiser journées de formation à destination des chefs d'entreprise : les étapes, les outils (GEODE), les partenaires</li> <li>- incitations à l'investissement dans une démarche stratégique</li> <li>- proposer des dispositifs d'accompagnement à la mise en</li> <li>- imposer une validation stratégique annuelle faite par l'entreprise</li> </ul>
<p><b><u>Constat 3 : les entreprises doivent grossir pour atteindre une</u></b></p>	<p>- Favoriser la réalisation des opérations de croissance externe (reprise</p>

<b><u>taille critique</u></b> qui leur permettra d'accéder à des marchés innovants, de disposer de moyens R et D, de présenter une stabilité financière permettant de passer plus facilement des caps difficiles. La croissance externe (reprise d'entreprise) est une voie importante à valoriser.	d'entreprise) - Favoriser toutes les opérations de mutualisation des opérations économiques entre les entreprises (dans un premier niveau de « regroupement ») - Favoriser de manière générale toutes les opérations de regroupement d'entreprises
<b><u>Constat 4 : les mises aux normes sont coûteuses</u></b> et peuvent aller jusqu'au remplacement de matériels non amortis.	Création d'un dispositif pour accompagner ces mises aux normes
<b><u>Constat 5 : le large champ d'intervention des outils de financement et leur multiplicité est difficile à appréhender</u></b> par les entreprises pour trouver les dispositifs adaptés à leurs besoins. Les réseaux d'entreprises sont cependant capables d'accompagner l'entreprise dans ses démarches (analyse de l'information)	- Mettre en place un outil d'information régional didactique sur les financements - Mettre en place un dispositif d'orientation - Inciter les entreprises à adhérer aux réseaux professionnels,
<b>CONSTATS SPECIFIQUES IAA / BOIS</b>	
<b><u>Spécificités IAA :</u></b>	
<b><u>Constat 6 : Les dispositifs d'aides aux filières ne sont pas adaptés aux fortes fluctuations des prix agricoles</u></b> qui impactent fortement les marges. La flambée du prix des céréales est une aubaine pour les céréaliers mais handicape lourdement les éleveurs.	- Mettre en place des accords inter-filières - Mettre en place de mécanismes de répartition des plus-values
<b><u>Spécificités Bois :</u></b>	
<b><u>Constat 7 : le poids des stocks est important</u></b> (3 ans sur pied et:3 ans en scierie) qui génère : - de gros BFR financés sur les dividendes non distribués et des crédits court terme, - une surcapitalisation grévant la transmission des entreprises familiales.	Besoin d'une fiscalité propre aux activités dont le poids des stocks est inhérent au processus de production. Comment les différents financeurs appréhendent ces stocks dans leurs dispositifs d'intervention ?
<b><u>Constat 7 : l'ALLIANCE souligne que la question de la pérennité de la ressource en bois au travers du financement du renouvellement de la forêt n'a pas été traitée dans l'atelier.</u></b>	M. DESTAMPES indique que cette question fera l'objet d'un travail spécifique en début 2013, au sein de FUTUROBOIS. Quelle articulation avec le travail de l'atelier ?
<b>CONSTATS SUR LES OUTILS DE FINANCEMENT</b>	
<b><u>Autofinancement :</u></b>	
<b><u>Constat 9 : La rentabilité est identifiée comme la première source d'autofinancement des entreprises.</u></b> La LME a permis certaines avancées en matière d'autofinancement. Cependant, elle est moins favorable	Il est nécessaire d'aller plus loin en réduisant le champ des dérogations, jugé trop large, et en passant à des délais de paiement de 30 jours.

pour les activités générant beaucoup de stocks.	
<b>Financement bancaire :</b>	
<b><u>Constat 10 : les risques à l'export sont de moins en moins couverts</u></b> surtout sur les marchés du Sud de l'Europe	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Le champ de couverture de la COFACE doit être revu.</li> <li>– La médiation du crédit pourrait intégrer le risque à l'export</li> </ul>
<b><u>Constat 11 : Les changements fréquents de règles fiscales fragilisent le développement des entreprises</u></b>	Une plus grande stabilité dans les règles fiscales doit être recherchée
<b>Financement en capital :</b>	
<b><u>Constat 12 : Les PME sont souvent sous-capitalisées et elles restent réticentes à l'ouverture de leur capital.</u></b> L'Agence PME permet de réunir des financeurs pour accompagner des entreprises. Cet outil a permis de démultiplier le financement. En dehors des Business Angels, les tickets d'entrée pour certains fonds d'investissement peuvent être trop élevés pour les petites entreprises. Une dimension conseil valorisante est présente dans les interventions des structures partenaires investissement Un financement citoyen existe avec les CIGALES (Clubs d'Investisseurs pour une Garantie Alternative et Locale de l'Epargne Solidaire). La Région Poitou-Charentes a mis en place une bourse régionale Désir d'Entreprendre.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- favoriser les opérations de renforcement des haut de bilan des entreprises</li> <li>- valoriser les dispositifs d'intervention existants</li> <li>- adapter es outils d'intervention si besoin</li> </ul>
<b><u>Les Constat 13 : L'affectation des bénéfices aux fonds propres est grevée par la fiscalité</u></b>	dispositions fiscales favorisant la constitution de fonds propres
<b>Aides publiques aux investissements :</b>	
<b><u>Constat 14 : des possibilités de cofinancement à exploiter.</u></b> Le Conseil Régional privilégie l'intervention en avances remboursables. Il est possible d'appeler des cofinancements européens face à l'équivalent subvention et à condition de connaître l'origine des fonds. Pour France AgriMer qui reçoit déjà des financements européens, le cofinancement ne serait pas possible sauf à assurer une bonne traçabilité de l'affectation des crédits. La mesure 123B dédiée à la mécanisation de l'exploitation forestière a bien fonctionné mais elle ne restera active que si les collectivités cofinancent.	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Ouvrir aux cofinancements européens l'équivalent subvention des aides sous forme d'avances, de prêts et garanties</li> <li>- Transparence des financements et règles d'instruction adaptées</li> <li>- revoir le champ d'intervention des collectivités sur les dispositifs cofinancés, notamment la mesure 123B</li> </ul>
<b><u>Constat 15 Certains dispositifs d'aides européens n'ont pas été activés en Poitou-Charentes :</u></b>	

- mesure 124 du FEADER sur l'innovation - FEDER	Meilleure concertation lors de l'élaboration des programmes régionaux.
<b><u>Constat 16 : incompréhensions dans l'affectation des enveloppes régionales des crédits d'Etat :</u></b> - disparités entre régions mal perçues, - certaines années, des sous consommations sont constatées, - distorsions de concurrence entre régions sur les taux d'intervention.	- Garantir une meilleure information sur les règles de répartition nationales et régionales (critères de fongibilité) et sur les enveloppes annuelles, - lancer des appels à projets nationaux, - expertiser les distorsions constatées au regard de la réglementation.

## **Conclusions :**

Le financement reste un moyen pour une entreprise de se créer, de se développer en croissance interne ou externe ou de faire face pour faire face à des difficultés structurelles ou conjoncturelles. Ce développement ne saurait s'asseoir sans une stratégie permettant de se projeter dans le futur avec une rentabilité confortée ou retrouvée, lui permettant d'assurer son autofinancement, sa compétitivité. La nécessité d'une telle démarche n'est pas toujours bien appréhendée par les PME qui tendent à privilégier l'investissement matériel au détriment de la matière grise.

Ainsi, il ressort des échanges de cet atelier la nécessité d'inciter les entreprises à investir dans la mise en place de plans stratégiques qui trouveront leurs prolongement auprès des partenaires financiers qu'il s'agit de convaincre pour bénéficier de leur accompagnement. Il ressort également qu'il faut favoriser le développement de la taille des entreprises, notamment en favorisant les opérations de croissance externe.

Il reste également à avoir une bonne connaissance de tous les outils existant afin d'assurer la meilleure adéquation entre le projet de l'entreprise et les moyens nécessaires à son développement.

## **Propositions :**

La plupart des propositions sont restées à l'état d'ébauche.

Il a été évoqué la possibilité de prolonger l'atelier par un autre atelier spécifique à chaque filière. Cette proposition n'a cependant pas été validée .

A noter que la question du financement peut être abordée dans chaque composante du plan stratégique de l'entreprise : ex : financement de l'export, de l'emploi etc. Un volet financement pourrait ainsi être étudié dans chaque atelier thématique des rencontres régionales IA et Bois, ce qui permettrait d'aller plus loin dans les réflexions sur le financement et de s'adapter aux spécificités de chaque filière.

## **Rappel des questionnements :**

### **IAA :**

- comment pourrait se mettre en place une instance de réflexion entre financeurs, investisseurs et les représentants des filières ?

- comment améliorer la médiation du crédit ?
- Les entreprises, notamment les Pme, sont-elles suffisamment informées des dispositifs de soutien existants ?
- quels autres outils d'accès aux fonds propres pourraient être développés ?
- comment gérer et améliorer la transmission d'entreprise ?
- Les modalités de gestion et d'attribution des aides et des financements sont-elles suffisamment claires ? quelles seraient les propositions pour en simplifier l'accès ?
- quelles sont les aides ou les financements dont ont le plus besoin les entreprises, en fonction de leur taille et de leur phase de développement ?
- Dans quelles conditions la création d'un fonds spécialisé sur les iaa avec la BPi, les régions et les acteurs privés peut-elle s'envisager ? Le fonds doit-il ne s'occuper que des opérations importantes ?
- quelles autres actions permettraient de faciliter l'accès au financement des entreprises ?
- comment la future BPi pourrait-elle mettre en place des modalités adaptées aux iaa ?

#### **Bois :**

- comment assurer l'information des entreprises sur les dispositifs de financement existants ? quelle implication des fédérations dans cette information ?
- comment inciter les entreprises à investir ?
- comment sécuriser les investisseurs et les organismes bancaires pour les amener à accompagner davantage les filières bois dans ses projets d'investissement ?
- quelles modifications apporter aux règles d'éligibilité appliquées par le Fonds bois ? Dans quelles perspectives ?
- quelles modalités d'intervention pour la future Banque publique d'investissement ?
- quelles formes de soutien public : subvention, fonds de garantie, bonifications de prêts... ?
- quel rôle peuvent jouer les collectivités territoriales, et notamment les régions, dans le développement des entreprises des filières bois ?
- quels outils financiers développer au sein même des filières bois (cf. cas des « Business angels ») ?